

## Atelier n°2

### Quelle analyse du monde d'aujourd'hui ?

Quelle analyse faisons-nous du monde d'aujourd'hui?

A l'évidence, nous vivons un nouvel état du monde. Mais de quelles transformations historiques ce monde est-il issu?

La chute du mur et les bouleversements géopolitiques intervenus avec l'écroulement des régimes dits du «socialisme réel» ont naturellement ouvert une nouvelle phase des rapports de force sur le plan international. Avons-nous mesuré toute la signification politique de ces bouleversements et avons-nous tiré tous les enseignements de cet écroulement pour notre propre parti?

Le capitalisme n'est-il pas en profonde mutation avec les années 90 marquées par l'extension de ses modes d'exploitation, de ses prédatons, de la marchandisation et du néo-libéralisme à toute la planète? Ne s'agit-il pas d'une rupture de portée historique, fruit de processus sociaux engagés depuis quelques dizaines d'années?

### **1 – Peut-on changer la société dans le monde actuel?**

L'idée, la possibilité même d'un changement véritable fait l'objet d'une vaste et planétaire bataille d'idée. Les thèses idéologiques du «choc des civilisations» et de la «fin de l'histoire» témoignent de l'enjeu en voulant signifier que la nouvelle période serait marquée par la fin de la confrontation de classe, la fin de la confrontation sur l'alternative au capitalisme et sur le sens même de l'histoire. La messe serait dite.

Le capitalisme sortirait «vainqueur» de ces bouleversements et de ces mutations qui marquent la fin du 20<sup>ème</sup> siècle. Il n'y aurait donc qu'une seule façon de penser l'avenir et de s'inscrire dans la «modernité».

L'ampleur de cette bataille idéologique, cependant, peut-elle masquer les réalités d'un capitalisme qui montre partout et en tous les domaines les limites inhérentes à ses modes d'exploitation, à ses modes de gestion, à son système en crise globale? Crise financière et monétaire, crise sociale et de l'emploi, crise agricole et alimentaire, crise énergétique, crise écologique... Les politiques conduites, au nom de la droite mais aussi de la social-démocratie et du social-libéralisme, n'ont fait qu'aggraver, à des rythmes divers, leurs effets brutalement régressifs et destructeurs.

Ne sommes-nous pas en train de toucher au bout d'une certaine forme de choix politiques pour le développement social et humain? Et cela n'appelle-t-il pas de la part des communistes et de toutes les forces progressistes à un grand effort de combativité et de créativité politique, stratégique, idéologique afin de rendre crédible une perspective nouvelle, un changement de société, un autre monde?

Les politiques conduites dans le cadre du capitalisme mondialisé ne bénéficient vraiment qu'aux intérêts d'une frange minimale de la population mondiale. Le rejet de ces politiques se fait de plus en plus large et systématique et les contradictions suscitées par la mise en œuvre de ces mêmes politiques sont de plus en plus vives. Ce contexte de haute confrontation sociale n'a donc rien à voir avec une victoire du capitalisme et une soi-disant «fin de l'histoire», bien au contraire. C'est par exemple ce que montre avec force les changements progressistes et les diverses expériences de gauche en Amérique latine.

Les reculs démocratiques, l'instrumentalisation des institutions et des valeurs, la complaisance vis-à-vis de l'extrême droite, du populisme et des intégrismes, l'utilisation du thème du terrorisme pour tenter de justifier les répressions, les logiques de force et les politiques hégémoniques de puissance... toutes ces «réponses» du capitalisme ne visent-elles pas à endiguer l'expression des résistances qui montent, des aspirations au changement, des colères et des révoltes contre les injustices, les inégalités et les dominations?

Cette crise atteint les relations internationales. En quelques années, l'hyper-puissance américaine voit sa domination contestée. En Irak, en Afghanistan, ses échecs signent une crise de la domination. Jamais dans l'histoire la politique américaine n'a été aussi largement rejetée. Les Etats-Unis cherchent à surmonter cette crise par une fuite en avant dans la force et la militarisation, par l'unilatéralisme et la guerre. Mais ils ne parviennent pas à maîtriser les relations internationales. Ce néo-impérialisme bute sur les contradictions de sa propre politique. Il produit et aggrave des insécurités et des désastres meurtriers alors que le monde nouveau et les peuples appellent des solutions collectives durables de justice sociale et d'égalité pour le développement, de droits humains et de démocratie, de résolution négociée des conflits, de désarmement et de paix.

De telles solutions sont-elles possibles? On nous a annoncé la fin des idéologies avec celle de l'Histoire, l'épuisement du rôle de l'Etat et l'effacement des nations dans la mondialisation, l'obsolescence du multilatéralisme et des institutions internationales comme l'ONU, le règne du virtuel de la mobilité et la «fin des territoires» comme lieu d'exercice des pouvoirs et d'intervention citoyenne... Comme s'il n'était plus possible, dans le monde actuel, de structurer des espaces privilégiés de la confrontation politique et idéologique.

En réalité, les territoires, les Etats, les nations, les idéologies ne disparaissent pas. L'affrontement sur la crise du capitalisme, sur les stratégies et sur l'alternative s'y déploie. Mais nous vivons dans un monde beaucoup plus complexe de multinationales et de réseaux multiples, de puissances émergentes -Etats souverains qui s'affirment-, de rivalités inter-capitalistes, de guerres économiques exacerbées, de nationalismes, de courants idéologiques identitaires, religieux ou communautaires... Cette complexité, cette nouvelle configuration de l'économie, des relations internationales et des pouvoirs peuvent-elles échapper aux luttes concrètes, à des rassemblements populaires conscients de leur poids, aux rapports de forces, au politique, à la décision politique et au rôle de l'Etat? Imposer d'autres décisions, d'autres modes de gestion et de production, d'autres valeurs comme fondement de l'action humaine mais aussi d'autres pratiques dans l'exercice du politique, n'est-ce pas le sens même de la grande bataille populaire pour la crédibilité idéologique et politique de l'alternative? N'est-ce pas ce qu'il y a de plus décisif quand le besoin de plus en plus fort et urgent de penser l'avenir, et de construire un avenir différent, se heurte aux logiques d'un capitalisme mondialisé en crise existentielle?

## **2 - Enjeux de classe et enjeux de civilisation**

Le nouvel état du monde issu de la rupture historique des années 90 est-il simplement une phase nouvelle du capitalisme? N'est-il pas plus fondamentalement un changement de civilisation en cours? Les nouvelles technologies de l'information et de la consommation produisent une véritable révolution dans les rapports au travail, à la production, au savoir, dans l'ensemble des rapports sociaux... Cela ne change-t-il pas radicalement non seulement les conditions de l'affrontement de classe mais aussi la conception même de l'être humain au travail et la nature du travail. Cela ne permet-il pas aussi une approche économique et sociale différente de la productivité, et un recul salutaire du productivisme? Ces potentialités -car rien n'est acquis sans lutte- n'ouvrent-elles pas la perspective possible d'un mode de production et de croissance qui fait reculer les rapports d'exploitation pour une forme de libération humaine, dans la production et dans l'ensemble des activités sociales, fondée sur un emploi sécurisé et de haute qualification, sur une démocratie avancée et de nouveaux droits?

Partage de pouvoirs, des savoirs, des richesses... Un nouvel âge de la démocratie est possible dans une conception inédite de l'être humain au travail et en société, avec en perspective la construction de sociétés de la connaissance partagée. Un tel changement de civilisation est naturellement indissociable des mutations du capitalisme. N'est-ce pas à l'intérieur de celui-ci que se dessine les rapports sociaux, les relations internationales, les conditions de la sécurité et du développement humain durable de demain? L'eau, l'énergie, l'alimentaire, la santé, l'éducation, la culture doivent s'imposer comme des biens communs de l'Humanité et se soustraire à la marchandisation capitaliste. Le besoin de réponses collectives aux problèmes communs, la nécessité d'un multilatéralisme dans l'égalité, de l'affirmation d'institutions légitimes et du droit international traduisent l'exigence d'un monde de paix, de coopérations et de solidarités. Le capitalisme globalisé fait naître contre lui les bases d'un nouvel universalisme porteur de valeurs, de perspectives politiques, de droits et de libertés, de pratiques sociales qui correspondent à l'aspiration progressiste pour un autre monde.

L'enjeu écologique et du rapport des êtres humains au monde est dans cet esprit décisif. L'idée de l'unicité de la planète et du monde s'impose en effet aujourd'hui comme un principe fondamental, un rapport social essentiel. Il faut construire des rapports sociaux et de production capables d'assurer la préservation de l'environnement et le futur de tous les écosystèmes. Mais cette idée de l'unicité du monde, contraire aux modes d'exploitation et de prédation du capitalisme, ne peut-elle pas devenir une force, un espoir d'avenir partagé et de monde meilleur?

Le combat des communistes et des progressistes pour changer la société et le monde est donc multiple. Il épouse la complexité et les mutations de ce monde. Il touche à chacun des rapports essentiels qui caractérisent celui-ci: le rapport au travail et à la production dans le cadre de la mondialisation capitaliste; le rapport de l'être humain à son environnement au sens du rapport écologique; les rapports de puissance et la domination néo-impérialiste.

L'intervention politique et citoyenne -comme le mouvement alter-mondialiste l'a montré- ne peut pas ne pas croiser ces grands enjeux, toutes les questions qui s'y rapportent et qui structurent l'avenir de notre monde. Ce grand défi de civilisation appelle des solidarités politiques et sociales, un internationalisme de nouvelle génération qui corresponde à notre période, aux mutations du capitalisme, à ce nouvel universalisme à naître ou à faire naître. Le «mouvement communiste international» tel qu'il fut n'est plus d'actualité. De nouvelles

convergences et actions communes sont à construire pour l'émancipation humaine, pour la préservation de la planète, pour la paix, pour une mondialité positive. Pourquoi ne pas explorer les voies de la construction d'un «Forum» ou d'un réseau largement ouvert et sans hiérarchie grâce auquel toutes les forces qui se réclament de la transformation sociale, au-delà de leur dénomination, pourraient s'informer, s'écouter et agir ensemble?

### **3 - L'Europe peut-elle devenir un levier pour une autre mondialisation ?**

La politique menée au nom de « l'Europe » est à ce point contraire à tout projet progressiste ; le fonctionnement de l'Union européenne tourne tellement le dos aux aspirations à la démocratie participative ; ses orientations fondamentales sont si imbriquées, tant sur le plan économique que stratégique à celles des grands groupes des marchés financiers comme des puissances dominantes –notamment des Etats-Unis- que l'idée de pouvoir en faire un levier pour une autre mondialisation paraît complètement utopique.

Ce sentiment légitime nourrit le rejet de l'Union européenne et l'invention d'une « Europe » idéale, déconnectée des réalités. Cela conduit d'un côté à laisser le terrain de la construction européenne aux forces sociales et politiques qui la dominent présentement ; de l'autre, à promouvoir une « alternative » totalement inopérante.

Notre ambition doit être de créer les conditions du dépassement de cette contradiction.

Pas question de laisser aux dirigeants actuels de l'Union européenne le monopole de l'usage de cet espace, de cet outil et de ce projet. C'est tous les jours qu'il faut leur disputer le terrain à partir des attentes des européens auxquelles les décisions prises au nom de « l'Europe » s'avèrent de plus en plus incapables de répondre. Notre perspective européenne alternative doit s'enraciner dans les luttes concrètes au quotidien, à l'échelle de toute l'Union européenne. Et dans le même temps, elle ne gagnera sa crédibilité qu'au travers d'une bataille d'idée à même de mettre en évidence tout ce qui, dans les structures actuelles de l'Union, bloque la satisfaction des aspirations grandissantes et en ouvrant le débat sur le sens des transformations nécessaires.

C'est cette démarche stratégique qui a permis à un débat citoyen d'un niveau sans équivalent de se développer en France durant la campagne précédent le référendum sur le projet de traité constitutionnel en 2005. C'est cette démarche qui doit nous guider en permanence sur les enjeux européens en France. Et c'est cette même démarche que nous devons valoriser auprès des forces de progrès à l'échelle de toute l'Union.

Les points d'appui pour une telle démarche ne manquent pas ! Trois exemples :

**La question sociale** oppose aujourd'hui la majorité des européens aux orientations stratégiques de l'actuelle Union : pression sur les salaires et les dépenses publiques, « flexibilité », privatisation des services publics. Mais aussi libre circulation des capitaux, libre-échange, irresponsabilité de la BCE... Voilà de vastes terrains où la construction de convergences dans l'action comme dans la réflexion est à portée de main. La première raison d'être de l'Union européenne c'est de se donner les moyens de porter un modèle social, écologique et culturel avancé dans la mondialisation.

**La question démocratique** taraude également comme jamais les dirigeants européens, habitués depuis un demi-siècle à conduire leurs affaires à l'abri des peuples. Le Non français du 29 mai 2005 – par la façon dont il a été acquis et par le message exigeant et moderne qu'il a exprimé- fut le premier affrontement politique direct entre des citoyens et le pouvoir

européen sur des choix fondamentaux de l'Union. Cette exigence d'avoir voix au chapitre est plus diffuse dans d'autres pays, mais elle monte partout. Voilà un autre terrain où des convergences de portée transformatrice peuvent être suscitées. Une deuxième raison d'être de l'Union européenne c'est de rendre plus accessible aux citoyens des centres de décision toujours plus éloignés par la mondialisation.

**La question du rôle mondial de l'Union** enfin est au cœur d'interrogations de plus en plus présentes. Face à la banalisation de la guerre, au scandale de la famine, aux criantes inégalités de développement ; face aux ravages d'un système qui engloutit dans la spéculation des ressources colossales et menace jusqu'à l'avenir des espèces et de la planète elle-même, ce que fait l'Europe, devient une question récurrente. Il faut s'emparer de cette interpellation pleine de sagesse et potentiellement porteuse de profondes exigences transformatrices.

Refonder l'Europe pour en faire levier pour changer le monde peut bel et bien devenir une ambition politique de très grande portée en même temps qu'un objectif hautement